

Le Pacifique présente pour nous des éléments relativement nouveaux, soit notre reconnaissance de la République populaire de Chine et l'importance croissante du Japon en tant que puissance politique et commerciale de premier ordre. Nous avons établi des relations diplomatiques avec Pékin en vue de nous réconcilier avec la réalité politique chinoise, de contribuer à faire entrer la Chine dans la communauté des nations, et notamment aux Nations Unies, et d'éliminer la situation fautive dans laquelle nous nous trouvons du fait que nous avons un chiffre d'affaires de plusieurs centaines de millions de dollars avec un pays dont nous ne reconnaissons pas le gouvernement. Il n'est pas dit que notre geste envers la Chine se traduira par des échanges commerciaux accrus, bien qu'il y ait des raisons de le penser.

Nos relations avec le Japon sont maintenant si étroites que nous avons créé un Comité ministériel conjoint chargé de veiller sur nos intérêts mutuels et de se pencher sur les problèmes qui surgissent. Le Japon est devenu, après les Etats-Unis et le Marché commun, le troisième grand centre d'intérêt commercial du monde non communiste.

Nous ne pouvons pas davantage continuer de suivre une ligne de conduite plutôt passive envers les pays de l'Amérique latine. Nous oublions trop souvent qu'il y a plus de monde au sud qu'au nord du Rio Grande et que plusieurs pays d'Amérique latine atteindront bientôt le point de décollage où leur économie atteindra le seuil de l'autarcie et se développera rapidement.

La croissance économique entraînera dans son sillage la puissance politique. Certains pays d'Amérique latine exerceront bientôt une influence beaucoup plus grande sur les affaires de l'hémisphère et du monde. C'est là un fait important à nos yeux au moment où nous acceptons de plus en plus nos responsabilités en tant que nation d'Amérique.

La nécessité de relations plus étroites avec les pays d'Amérique latine ne nous a pas encore incité à demander notre admission à l'OEA, mais dans le cadre des mesures visant à resserrer ces relations, nous cherchons à obtenir le statut d'observateur permanent. L'OEA a approuvé en principe notre demande et examine actuellement les moyens d'y donner suite de façon concrète. L'expérience que nous acquerrons en qualité d'observateur permanent nous permettra de décider si nous voulons devenir membre de plein droit.

L'objectif principal de la politique étrangère canadienne est de préserver la liberté d'action et d'expression essentielle qui permette au Canada de survivre, de croître et d'apporter sa propre contribution à un monde interdépendant.